

33. Sortir du capitalisme fossile

Éric Pineault*

(Le Devoir, 24 mars 2020)

Selon le scénario 2040 de la Régie de l'énergie du Canada, l'extraction de pétrole au pays devrait croître de 49% au cours des vingt prochaines années, une croissance essentiellement attribuable aux sables bitumineux albertains. De 4,8 millions de barils par jour (Mb/j) en ce moment, la production s'élèverait à 7,1 Mb/j en 2040. L'autre grande tendance qui confirme l'emprise de l'extractivisme sur l'économie canadienne est le boom gazier en cours dans la formation géologique Montney, située à cheval entre l'Alberta et le nord-est de la Colombie-Britannique. [...]

Le Canada n'est pas uniquement un important extracteur et exportateur d'hydrocarbures, il figure aussi parmi les plus importants consommateurs d'énergie fossile par habitant. [...] Ainsi, rien ne laisse présager que le Canada puisse tenir ses engagements de réduction des émissions de GES d'ici le milieu du XXI^e siècle.

Cette situation est liée à l'existence d'un oligopole formé d'une douzaine de grandes entreprises monopolistiques contrôlant l'essentiel de l'extraction de pétrole et de gaz, auxquelles s'ajoutent une poignée de transporteurs, dont TransCanada et Enbridge, qui contrôlent une part significative des gazoducs et des pipelines de l'Amérique du Nord. [...]

Il faut comprendre que cette coalition «fossile» est la principale force d'opposition au mouvement de transition écologique au Canada. Elle peut compter sur l'inertie sociale et culturelle d'une société dont le mode de vie a été profondément modelé par le capitalisme fossile et qui fait paraître un monde sans hydrocarbures comme étant une utopie. [...]

Démanteler le complexe industriel

Le mouvement pour une transition juste est devenu une force sociale puissante et significative dans plusieurs régions du Canada, particulièrement au Québec, où le Front commun pour la transition énergétique réunit l'essentiel des mouvements syndical, étudiant, environnemental et écologiste.

[...]

Incapable d'intervenir directement au point d'extraction des hydrocarbures dans l'Ouest canadien, ce mouvement concentre son action sur deux nœuds stratégiques: limiter l'accès des extracteurs de pétrole et de gaz au marché international en bloquant les projets de pipelines et de gazoducs, et limiter l'accès de ces entreprises au marché de capitaux par le truchement de campagnes de désinvestissement. [...] Or, la sortie définitive de la dépendance aux sables bitumineux exige bien davantage, à savoir l'expropriation et le démantèlement planifié du secteur des hydrocarbures ainsi que la restauration socioécologique du territoire où a lieu l'extraction. [...]

La stratégie d'expropriation [...] vise, à moyen terme, la prise de contrôle publique de ses ressources et de son capital dans une perspective de décroissance planifiée de l'activité extractive. À court terme, il s'agit d'éliminer les assises économiques du pouvoir de l'industrie fossile et de ses alliés. [...]

Peut ensuite s'enclencher la phase de démantèlement [...] C'est un travail immense, car il ne faut pas seulement défaire les infrastructures matérielles, mais également entreprendre un vaste programme de restauration écologique du territoire extractif. Comme la notion de transition juste exige que les travailleurs du secteur [...] ne payent pas le prix de ce démantèlement, on doit donc aussi planifier la reconversion professionnelle de

cette main-d'œuvre. L'effort de restauration écologique peut aussi devenir un levier économique et politique pour la restauration de l'autonomie et de la souveraineté des peuples autochtones [...].

Imaginer une économie postcapitaliste

[...] Comme toute société capitaliste avancée, [le Canada] a une trajectoire et un mode de vie modelés par une logique de croissance qui repose sur la combustion d'hydrocarbures. C'est une illusion bien québécoise que de penser sortir de cette dépendance [...] en misant sur une transition purement technologique – le remplacement, joule pour joule, de notre consommation d'énergie par de l'hydroélectricité –, qui, malheureusement, ne réussit pas le test de la justice environnementale et sociale. D'abord parce que l'énergie hydroélectrique n'est propre qu'une fois oubliés les rivières aménagées, les hectares inondés ainsi que les territoires soustraits aux peuples autochtones.

Ensuite, parce que, même si le Québec adoptait un métabolisme énergétique carboneutre, il ne ferait qu'externaliser ses contraintes environnementales, puisque notre mode de vie énergivore est aussi basé sur une importation massive de biens et de services produits dans des pays moins bien dotés en énergie renouvelable. [...] Sortir de la dépendance aux hydrocarbures nécessite de s'attaquer à notre propre inertie sociale et culturelle et d'imaginer une économie postcapitaliste qui ne dépend pas, pour sa stabilité et sa viabilité, du principe de croissance, qui aura toujours besoin de plus d'énergie.

Un projet de transition juste doit incorporer l'ensemble de ces dimensions et tenir compte du fait que le capital fossile et son complexe hégémonique ne pourront que résister de toutes leurs forces à cette transition et tenter d'imposer leur « scénario 2040 ».